

**2019.07.52 Attribution marché n° 2019-01 – Transformation et extension d'un bâtiment socioculturel en Médiathèque tiers-lieu et espace Coworking**

Madame le Maire rappelle qu'un marché public de Transformation et extension d'un bâtiment socioculturel en Médiathèque tiers-lieu et espace Coworking a été lancé par la collectivité sous la forme d'une procédure d'appel d'offres soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Cette consultation a été lancée le 24 septembre 2019 pour une remise des offres fixée au 10 octobre 2019 à 13h00.

La consultation 2019.01 comprenait 12 lots :

LOT 1 : Terrassement gros œuvre.

LOT 2 : Charpente ossature.

LOT 3 : Couverture ardoise.

LOT 4 : Etanchéité.

LOT 5 : Serrurerie.

LOT 6 : Menuiseries extérieures.

LOT 7 : Menuiseries.

LOT 8 : Plâtrerie isolation.

LOT 9 : Electricité CFO CFA.

LOT 10 : Plomberie chauffage.

LOT 11 : Chape carrelage.

LOT 12 : Peinture.

Les membres de la commission d'appel d'offre se sont réunis le 10 décembre 2019 à 14h afin de procéder au choix de la meilleure offre au regard des critères de sélection.

Après présentation du rapport d'analyse des offres, Madame le Maire propose de retenir les prestataires suivants :

Intitulé du LOT	Prestataire retenu	Montant HT	Variantes validées
LOT 1 : Terrassement gros œuvre.	GILBERT FRERES	66 926.20 €	11 000 €
LOT 2 : Charpente ossature.	ROBIDEL	22 058.93 €	114.75 €
LOT 3 : Couverture ardoise.	BONHOMME	27 079.17 €	
LOT 4 : Etanchéité	LA FOUGEREAISE	7 981.16 €	
LOT 5 : Serrurerie	BAUGE	3 517.63 €	3 811.28 €
LOT 6 : Menuiseries extérieures	BAUGE	52 015.78 €	
LOT 7 : Menuiseries	BAUGE	32 522.14 €	
LOT 8 : Plâtrerie isolation	BREL	46 466.13 €	805.85 €
LOT 9 : Electricité CFO CFA	KALEO	29 316.00 €	1480.60 €
LOT 10 : Plomberie chauffage	KALEO	45 000.00 €	
LOT 11 : Chape carrelage	JANVIER	4 139.00 €	1 476.00 €
LOT 12 : Peinture.	FERRON	11 257.53 €	
	Total	348 279.67 €	18 688.48 €
	Total General	366 968.15 €	

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité des membres présents et un contre :

- Décide de retenir la proposition de Mme le Maire et de valider ainsi la décision de la commission d'appel d'offres.
- Approuve les clauses des marchés définies ci-dessus, à passer avec les prestataires cités ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer toutes les pièces nécessaires pour la mise en œuvre de ce marché.
- Dit que les crédits sont partiellement inscrits au budget 2019 et seront intégralement inscrits au budget 2020.

Par définition le budget prévisionnel ne pouvait déterminer avec précision l'enveloppe définitive de l'opération.

Les crédits nécessaires à l'exécution du début du marché figureront sur l'état des restes à réaliser établi au 31/12/2019 ; ces crédits feront l'objet d'un complément lors de l'élaboration du budget prévisionnel 2020.

#### 2019.07.53 Adhésion aux contrats d'assurance des risques statutaires

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Commune a, par la délibération du 3 juillet 2019, mandaté le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine pour négocier un contrat d'assurance des risques statutaires, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n°86-552 du 14 mars 1986, du décret n°85-643 du 26 janvier 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, par lequel les contrats d'assurance sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, dont la réglementation impose une mise en concurrence périodique.

Le CDG35 a communiqué à la commune les résultats la concernant.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale notamment l'article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux,

Décide :

Article 1<sup>er</sup> : d'accepter la proposition suivante :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020)

**Contrat CNRACL** : agents titulaires ou stagiaires immatriculés à la CNRACL

risques garantis : assurance tous risques (décès, maternité et adoption, paternité, accidents et maladie imputables au service, longue maladie et longue durée, maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office pour maladie, allocation d'invalidité temporaire)